

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE GLOBAL DE PERFORMANCE

**Maintenance et exploitation des installations de chauffage en sous-stations
et intéressement pour le compte du Centre Hospitalier Jean Bouveri de
Montceau-les-Mines**

GHT Saône-et-Loire - Bresse - Morvan
4, Rue Capitaine Drillien
71100 CHALON-SUR-SAONE

SOMMAIRE

I - Identification des parties	4
I.1 - Pouvoir adjudicateur	4
I.2 - Adhérent du groupement de commandes / maître d'ouvrage	4
I.3 - Titulaire	4
2 - Dispositions générales du contrat	4
2.1 - Objet du contrat	4
2.2 - Objectifs du marché	4
2.3 - Décomposition en lots	5
2.4 - Décomposition en phases	5
2.5 - Décomposition en tranches	5
2.6 - Réalisation de prestations similaires	5
2.7 - Modification du marché	5
2.8 - Sous-traitance	5
3 - Durée du contrat	5
4 - Pièces contractuelles	6
6 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
7 - Protection des données à caractère personnel	6
8 - Obligations et responsabilités des contractants	7
8.1 - Responsabilité générale du titulaire	7
8.2 - Amiante	7
8.3 - Certificats d'économie d'énergie (C.E.E.)	8
8.4 - Accès	8
8.5 - Stipulations spécifiques aux prestations de réalisation	8
8.6 - Stipulations spécifiques aux prestations d'exploitation-maintenance	8
9 - Performance énergétique	9
9.1 - Situation de référence	9
9.2 - Modalités d'ajustement des objectifs de consommation de chauffage	9
10 - Forme et contenu des prix	10
10.1 - Règlement de la consommation d'énergie	10
10.2 - Intéressement aux économies d'énergie	10
10.3 - Périodes d'application de la clause d'intéressement	10
10.4 - Consommation de base : NB	11
10.5 - Consommation réelle : NC	11
10.6 - Consommation réelle : NC	11
10.7 - Consommations indicatives	12
10.8 - Règlement des prestations de petit entretien - prestations P2	12
10.8.1 - Forme et contenu du prix P2	12
10.8.2 - Révision de la redevance P2 en cas de modification de la surface chauffée	12
10.9 - Règlement des prestations de garantie totale - prestations P3	13
10.9.1 - Recettes P3	13
10.9.2 - Dépenses P3	13
10.9.3 - Bilan annuel P3	13
10.9.4 - Clause d'apurement du compte P3 en fin de marché	13
10.10 - Variation des prix	13
10.10.1 - Révision du prix P2 : prestations de conduite et d'entretien	13
10.10.2 - Révision du prix P3 : garantie totale des matériels	13
11 - Facturation et paiements	14
11.1 - Règlement de l'intéressement aux consommations d'énergie	14

11.2 - Redevance P2.....	14
11.3 - Redevance P3.....	14
11.4 - Conditions de paiement.....	14
11.5 - Présentation des acomptes et des factures.....	15
12 - Conditions d'exécution des prestations.....	15
13 - Développement durable	16
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	16
16 - Pénalités	16
16.1 - Pénalités	16
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé	17
16.3 - Autres pénalités spécifiques.....	17
18 - Résiliation du contrat	18
18.1 - Conditions de résiliation du marché.....	18
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	18
19 - Règlement des litiges et langues	18
20 - Dérogations	19

I - Identification des parties

I.1 - Pouvoir adjudicateur

Le terme « pouvoir adjudicateur » est employé pour qualifier le Centre Hospitalier de Chalon-sur-Saône - William Morey.

Les coordonnées du pouvoir adjudicateur :

Nom officiel	Centre Hospitalier de Chalon-sur-Saône - William Morey
Adresse postale	4, Rue du Capitaine Drillien CS 80120
Ville	CHALON-SUR-SAONE
Code postal	71321
Pays	FRANCE

I.2 - Adhérent du groupement de commandes / maître d'ouvrage

Le terme « adhérent du groupement de commandes » ou « maître d'ouvrage » est employé pour qualifier les établissements adhérents du Groupement Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire - Bresse - Morvan.

L'adhérent du groupement de commandes participant à cette consultation est le Centre Hospitalier Jean Bouveri de Chalon-sur-Saône.

Le CH William Morey de Chalon-sur-Saône, coordonnateur du groupement de commandes, aura en charge la passation, la signature et la notification du marché. L'adhérent du groupement de commandes devra suivre l'exécution du marché.

I.3 - Titulaire

Le terme « titulaire » est employé pour qualifier l'opérateur économique qui a conclu le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

2 - Dispositions générales du contrat

2.1 - Objet du contrat

Le présent marché a pour objet la maintenance et l'exploitation des installations de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire (ECS) pour le compte du Centre Hospitalier Jean Bouveri de Montceau-les-Mines.

Le marché porte sur :

- La détermination des objectifs de consommations de chauffage ;
- La réalisation de travaux CVC imposés sur certaines sous-stations ;
- La réalisation de travaux CVC sur la base des propositions détaillées par le titulaire dans son offre ;
- L'exploitation et la maintenance (prestations P2 et P3) des installations de chauffage, ECS.

Ce marché fixe toutes les conditions d'exécution des prestations.

2.2 - Objectifs du marché

L'objectif du présent marché est d'améliorer la performance énergétique relative aux consommations de chauffage de chacun des bâtiments du Centre Hospitalier Jean Bouveri identifiés dans le présent marché par rapport à une situation de référence déterminée.

A cet effet, le titulaire s'engage à :

- Réduire les consommations de chauffage d'un pourcentage indiqué par le titulaire dans l'annexe à l'acte d'engagement pour l'ensemble du site. La consommation réelle de chauffage ne pouvant actuellement pas être extraite de la consommation totale du site puisqu'il manque des compteurs sur une partie des productions d'ECS de l'établissement, ce pourcentage servira après la première année pleine d'exploitation pour calculer la cible de consommation de chauffage après déduction des consommations d'ECS selon la méthodologie de l'article 9 du présent CCAP) ;

- Assurer la réalisation de travaux d'efficacité énergétique ;
- Mettre à disposition les moyens humains et matériels indispensables à l'atteinte des objectifs de performance énergétique qu'il s'est fixé ainsi que les objectifs de niveau de service à fournir au Centre Hospitalier Jean Bouveri décrit dans le présent marché.

Les objectifs de consommation de chauffage sont contractuellement garantis pendant la durée du marché.

2.3 - Décomposition en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2.4 - Décomposition en phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

2.5 - Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

2.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2.7 - Modification du marché

Après sa conclusion, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le marché dans les conditions définies aux articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

2.8 - Sous-traitance

En application de l'article 3.6 du CCAG-Travaux, le titulaire peut présenter à l'adhérent du groupement de commandes un ou plusieurs sous-traitants au cours de l'exécution du marché.

En vue d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, le titulaire fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception à l'adhérent du groupement de commandes les documents suivants :

- La déclaration de sous-traitance (DC4 modèle janvier 2024 ou équivalent) complétée, datée et signée en original par le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le sous-traitant
- Un RIB lorsque le montant sous-traité est égal ou supérieur à 600,00€ TTC

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le sous-traitant, le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le représentant de l'adhérent du groupement de commandes.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le représentant de l'adhérent du groupement de commandes notifie au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au représentant de l'adhérent du groupement de commandes le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution des parties du marché qui sont sous-traitées.

3 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale allant du 1^{er} juin 2025, ou à sa date de notification si ultérieure, au 31 mai 2029.

Au-delà de la période ferme, le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1, d'une durée de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, ne pourra pas excéder 60 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat remis dans le cadre de l'offre
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants éventuels, datés et signés, dont les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi

PIECES GENERALES

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document d'ordre général n'est pas joint au présent marché, mais la partie contractante déclare expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ACHAT

Toute clause mentionnée dans les documents du titulaire (contrat, devis, etc.) qui serait contraire aux stipulations du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières est réputée non écrite. Les conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur priment sur les conditions générales de vente du titulaire. La signature du marché entraîne acceptation sans réserve des conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur.

6 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Aussi, le titulaire s'engage, tant pour lui-même, que pour son personnel, à considérer comme confidentiels, à ne pas divulguer et à ne pas utiliser, toutes les informations et tous les documents dont il aura eu connaissance au titre de ce marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent contrat. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

7 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les éléments relatifs à la protection des données à caractère personnel sont indiqués à l'annexe I du présent CCAP.

8 - Obligations et responsabilités des contractants

8.1 - Responsabilité générale du titulaire

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure la conduite.

Le titulaire prend à sa charge tous les risques de responsabilité civile (accidents, incendies, explosions, vols, dégâts des eaux, etc.) découlant de l'exploitation qui lui est confiée. A cet effet, il doit contracter une assurance prenant effet au moins à la date du début d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- Une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Le Centre Hospitalier Jean Bouveri sera donc en droit d'exiger du titulaire de produire chaque année un justificatif de l'assurance qu'il a souscrite. Si ce justificatif ne pouvait être produit dans les deux mois suivant l'envoi, par le Centre Hospitalier Jean Bouveri, d'une lettre recommandée avec accusé de réception, le contrat serait alors automatiquement résilié sans que le titulaire ne puisse exiger aucune indemnité.

Au titre de la réglementation en vigueur, le titulaire prendra en charge les modifications ou adjonctions qu'impose ou qu'imposerait la réglementation postérieurement à la date de prise en charge des installations, concernant la protection des travailleurs et régie par le code du travail.

8.2 - Amiante

L'ensemble du patrimoine du Centre Hospitalier Jean Bouveri construit avant 1997 est susceptible de contenir de l'amiante. Le Centre Hospitalier Jean Bouveri s'engage à mettre à disposition du titulaire tous les documents (dossiers techniques, état de repérage, etc.) relatifs à l'amiante en sa possession.

○ Réglementation

Le titulaire devra obligatoirement se conformer et faire appliquer sous son entière responsabilité les arrêtés et décrets suivants :

- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante (articles R. 4412-114 et R. 4412-139 du Code du travail) ;
- Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante (articles L. 41116 et L. 4412-1 du Code du travail) ;
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante (articles R. 4412-111 et R. 4412-113 du Code du travail) ;
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante (articles R. 4412-111 et R. 4412-113 du Code du travail).

○ Evaluation des risques

Le titulaire procédera obligatoirement à chaque intervention à l'évaluation de ses risques liés à l'amiante. Le cas échéant, le titulaire pourra exiger un diagnostic complémentaire avant travaux au dossier technique amiante fourni par le maître d'ouvrage. Dans le cas contraire, sans demande particulière au maître d'ouvrage, le titulaire engage sa responsabilité sur les risques encourus liés à l'amiante.

- **Travaux sur matériaux amiantés**

En présence d'amiante, le titulaire, ainsi que son (ou ses) sous-traitant(s) éventuel(s) devront se conformer aux arrêtés ou décrets en vigueur dans l'application de ses procédés d'intervention et devront s'acquitter de la fourniture obligatoire de mode opératoire aux services de l'Etat et organismes concernés. Tout personnel encadrant et exécutant devra être formé en sous-section 4 conformément à l'arrêté du 23 février 2012.

8.3 - Certificats d'économie d'énergie (C.E.E.)

Les Certificats d'Economie d'Energie (C.E.E.) dont peuvent bénéficier les travaux réalisés dans le cadre du présent marché devront être valorisés directement par le titulaire. Pour chaque opération éligible, le montant issu de la valorisation des C.E.E. sera déduit du montant des travaux proposés par le titulaire. Le montant valorisé (exprimé en kWh Cumac et en €) sera précisé sur chaque devis P3.

8.4 - Accès

- **Accès aux bâtiments**

Le titulaire se verra remettre en début de contrat **des clés ou badges d'accès** qu'il devra restituer en fin de marché. Le nombre de clés et de badges transmis sera consigné sur un PV de remise.

- **Accès aux chaufferies, sous-stations et locaux techniques**

De même, le titulaire se verra remettre en début de contrat **des clés d'accès aux lots techniques** qu'il devra restituer en fin de marché. Le nombre de clés transmises sera consigné sur un PV de remise.

- **Divers**

A la demande du Centre Hospitalier Jean Bouveri, le titulaire se prêtera à toutes visites et contrôle des installations de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire.

8.5 - Stipulations spécifiques aux prestations de réalisation

- **Plans d'exécution et notes de calculs**

Les plans d'exécution et notes de calculs seront mis à jour par le titulaire et soumis au visa du Centre Hospitalier Jean Bouveri.

8.6 - Stipulations spécifiques aux prestations d'exploitation-maintenance

- **Fourniture d'eau et d'électricité**

Le Centre Hospitalier Jean Bouveri prend à sa charge la fourniture de l'eau pour le remplissage des installations et l'électricité (éclairage et force motrice) nécessaire dans les sous stations et chaufferies.

- **Contrôle de l'exploitation**

Le Centre Hospitalier Jean Bouveri pourra à tout moment procéder à toutes vérifications et faire contrôler l'installation par son personnel ou un organisme habilité, sans que ce contrôle ne dégage en rien la responsabilité du titulaire.

Les éventuels problèmes constatés à l'occasion des contrôles seront consignés par le responsable technique du Centre Hospitalier Jean Bouveri et communiqués par courrier électronique au titulaire. Le titulaire devra prendre toutes dispositions utiles pour remédier aux problèmes constatés **dans un délai de 48 heures** à compter de l'envoi du courrier électronique, sous peine de se voir appliquer les pénalités définies à l'article 16 du présent CCAP.

En conséquence, le titulaire rendra compte de la bonne marche des installations et se prêtera à toutes visites et contrôles demandés.

Étant responsable de la bonne continuité du fonctionnement des installations, le titulaire signalera, avec confirmation écrite, les incidents prévisibles dès qu'il pourra les déceler, en indiquant les répercussions que pourraient entraîner ces incidents.

9 - Performance énergétique

9.1 - Situation de référence

Pour chaque sous-station du site, une situation initiale, appelée **situation de référence** est définie après une première année de mise au point. Cette première année permettra la mise en place des sous-compteurs volumétriques sur les production d'Eau Chaude Sanitaire permettant de soustraire la consommation selon la méthodologie définie ci-dessous, et pour l'établissement de la situation de référence.

Cet ajout pourrait être demandé dans le cadre du contrat.

Ainsi le calcul de la situation de référence sera effectué de la manière suivante :

- **Relève des consommations de l'année I :**

Sous-station		Consommations d'énergie du Réseau de Chaleur Urbain sur l'année I du contrat en kWh	Consommations d'ECS sur l'année I du contrat en m ³
392	CHIRURGIE	NC _{392-AI}	M _{392-AI}
393	MEDECINE	NC _{393-AI}	M _{393-AI}
394	VI20	NC _{394-AI}	M _{394-AI}
395	SSR	NC _{395-AI}	M _{395-AI}
396	LES LYS	NC _{396-AI}	M _{396-AI}
397	GLYCINES	NC _{397-AI}	M _{397-AI}
398	IFSI	NC _{398-AI}	M _{398-AI}
TOTAL CHJB		NC _{AI}	M _{AI}

Avec :

NC_{392-AI} : Consommation totale de chaleur auprès du réseau de chaleur urbain de la sous-station 392 et de l'année I du contrat.

NC_{AI} : La somme des consommations de chaleur des sous-stations de l'établissement (en kWh) pour l'année I du contrat.

M_{392-AI} : Consommation totale d'eau pour la production d'Eau Chaude Sanitaire de la sous-station 392 (en m³) pour l'année I du contrat. Cette consommation peut être la somme de plusieurs sous-compteur s'il y a plusieurs productions d'ECS sur une même sous-station.

M_{AI} : La somme des consommations d'eau pour la production d'Eau Chaude Sanitaire de l'établissement (en m³) pour l'année I du contrat.

- **Calcul de l'engagement :**

$$NB = (NC_{AI} - q_{ECS} \times M_{AI}) \times (1 - \%Engagement) \times DJU_{réf} / DJU_{AI}$$

Avec :

NB : Engagement de consommation pour l'ensemble du site

q_{ECS} : Coefficient de consommation théoriquement nécessaire pour le réchauffage d'un mètre cube d'eau froide avec le réseau de chaleur urbain (y compris les pertes calorifiques du réseau de distribution). **La valeur est fixée à q_{ECS} = 110 kWh/m³.**

%Engagement : Pourcentage de réduction des consommations de chauffage proposée par le titulaire dans l'Acte d'Engagement du présent marché.

DJU_{réf} : = 2470 DJU trentenaires base 18 (1991-2021) pour la période du 01 octobre au 31 mai soit 243 jours pour la station météorologique de Mâcon.

DJU_{AI} : DJU réels base 18 pour la saison de chauffe de l'année I du contrat pour la station météorologique de Mâcon.

9.2 - Modalités d'ajustement des objectifs de consommation de chauffage

On distinguera **3 cas différents** conduisant à réviser la valeur du NB à la baisse ou à la hausse. Dans tous les cas, une révision du NB sera formalisée par un avenant.

I^{er} cas : Révision liée à la réhabilitation thermique du bâti ou à la rénovation des équipements techniques

Le NB sera révisé à la baisse à partir de la 1^{ère} année d'exploitation suivant la réception des travaux.

Dans le cas où des travaux sont réalisés sur le bâti (isolation extérieure, isolation de plancher, remplacement des menuiseries, etc.) ou sur les systèmes (rénovation de la chaufferie ou de la sous-station, amélioration du système de ventilation, etc.), le NB sera revu selon les modalités suivantes, par ordre de priorité :

- Si un calcul réglementaire a été effectué (type Th-C-E Ex) par un BET, l'économie sur la consommation de chauffage ressortant du calcul pourra servir de base à la redéfinition de la valeur de NB, le titulaire pouvant faire vérifier contradictoirement les calculs réalisés à ses frais ;
- Si aucun calcul réglementaire n'a été effectué, une baisse forfaitaire pourra être appliquée, décidée conjointement entre le Centre Hospitalier Jean Bouveri et le titulaire ;
- En dernier recours, la valeur de NB pourra être revue après une année de chauffe, et l'intéressement sera neutralisé pendant l'année transitoire.

2^{ème} cas : Révision liée à la démolition ou l'arrêt d'exploitation partiel(le) d'un bâtiment

Dans le cas où certains bâtiments ou certaines parties de bâtiment sont inoccupés, non chauffés, démolis ou dont l'exploitation est arrêtée, le NB sera revu selon la formule ci-après :

$$\mathbf{N'B = NB \times S'/S}$$

Avec :

N'B : Engagement de consommation révisé

S : Surface habitable fixée au présent contrat pour l'ensemble des bâtiments du site concerné

S' : Surface habitable des seuls bâtiments chauffés du même site concerné (après déduction des parties inoccupées et non chauffées)

3^{ème} cas : Révision liée aux conditions d'exploitation de l'installation

Si la quantité d'énergie consommée NC diffère de plus de 10% de la consommation théorique N'B pendant deux années successives ou de plus de 15% au cours d'une seule année, 2 cas seront distingués :

- En cas de dépassement :
 - **La 1^{ère} année** : le titulaire devra fournir les explications justifiant que le dépassement n'est pas dû à un mauvais pilotage des installations et il devra proposer un plan d'amélioration pour l'année suivante, afin de palier au dépassement constaté ; pour cela, il fournira au minimum 3 enregistrements de températures ambiantes par bâtiment desservi et par installation ;
 - **La 2^{ème} année** : si le dépassement persiste, une renégociation du NB pourra être envisagée.

La nouvelle quantité de référence NB ne pourra pas différer de plus de 10% de la valeur initiale proposée par le titulaire dans l'annexe I à l'Acte d'Engagement.

- En cas d'économie :
Il sera déterminé une nouvelle quantité de référence NB, conforme à la consommation réelle constatée.

10 - Forme et contenu des prix

10.1 - Règlement de la consommation d'énergie

Le règlement de la fourniture d'énergie est à la charge du Centre Hospitalier Jean Bouveri.

10.2 - Intéressement aux économies d'énergie

A la fin de chaque période du contrat, un calcul d'intéressement aux économies d'énergies est réalisé selon les règles définies ci-dessous pour les installations (marché P.F.I.).

Le calcul d'intéressement aux économies d'énergie est réalisé sur la période effective de chauffage et ne concerne pas la période de rafraîchissement.

10.3 - Périodes d'application de la clause d'intéressement

Le calcul d'intéressement aux économies d'énergie est réalisé sur des périodes annuelles à partir du début du marché selon les périodes suivantes :

- **Année 1** (du 01/06/2025 au 31/05/2026) : **période probatoire durant laquelle la clause ne sera pas appliquée.** Cette période doit permettre au titulaire de prendre en main les installations
- **Année 2** (du 01/06/2026 au 31/05/2027) : application normale de la clause d'intéressement aux économies d'énergie

- **Année 3** (du 01/06/2027 au 31/05/2028) : application normale de la clause d'intéressement aux économies d'énergie
- **Année 4** (du 01/06/2028 au 31/05/2029) : application normale de la clause d'intéressement aux économies d'énergie

10.4 - Consommation de base : NB

NB : quantité d'énergie contractuelle théoriquement nécessaire pour assurer le chauffage des locaux dans les conditions climatiques moyennes définies par le nombre de DJU contractuels défini à l'article 7.3.5 du C.C.T.P.

N'B : quantité d'énergie contractuellement nécessaire au chauffage des locaux, pendant la durée effective de chauffage, dans les conditions climatiques de la saison considérée (DJU réels).

DJU : cumul de la rigueur de climat (par rapport à 18°C) sur la période considérée. Pour le décompte des DJU réels, le premier jour (jour d'allumage) sera exclu et le dernier jour (jour d'arrêt) sera inclus.

$$\mathbf{N'B = NB \times DJU \text{ réels} / DJU \text{ contractuels}}$$

En cas d'interruption du chauffage d'une durée supérieure à 24 h pendant la période de chauffage, les DJU correspondants à cette durée seront déduits des DJU réels.

10.5 - Consommation réelle : NC

Définition

NC : quantité d'énergie réellement consommée pour le chauffage des locaux pendant la période considérée.

Pour l'ensemble des installations et quel que soit le combustible, cette quantité d'énergie sera déterminée sur la base des relevés de compteurs (du réseau de chaleur urbain) effectués par le titulaire.

Cas des sites comportant une production ECS

La quantité d'énergie NC consommée pour le chauffage des locaux prise est égale à la quantité totale d'énergie pendant la période de chauffage diminuée de celle nécessaire au réchauffage de l'eau chaude sanitaire.

Cette dernière est le produit du nombre de mètres cubes d'eau chaude sanitaire fournis pendant la période de chauffage (M) par la consommation de base de combustible (q) théoriquement nécessaire pour le réchauffage d'un mètre cube d'eau froide (y compris, s'il y a lieu, les pertes calorifiques du réseau de distribution).

La valeur de q_{ECS} est fixée à 110 kWh /m³ ECS pour les sous-stations de chauffage urbain.

10.6 - Consommation réelle : NC

La quantité d'énergie consommée (**NC**, somme de la consommation des sous-stations) est comparée à la quantité d'énergie contractuelle corrigée (**N'B**). La comparaison sera réalisée au global sur l'ensemble du Centre Hospitalier Jean Bouveri.

• Règles de partage

- Aucun seuil de neutralisation du calcul d'intéressement ne sera appliqué.
- Si la quantité d'énergie NC (somme des sous-stations) est inférieure à la quantité théorique N'B (consommation théorique de l'ensemble du site), le titulaire bénéficie d'un intéressement I d'un montant égal à la moitié de la valeur de l'économie réalisée selon la formule suivante :

$$\mathbf{I = 1/2 (N'B - NC) \times k}$$

k étant le prix moyen de la fourniture d'énergie pour la période de chauffage.

Le titulaire émettra une facture : Facture = 1/2 (N'B - NC) x k

- Si la quantité d'énergie ΣNC est supérieure à la quantité théorique $\Sigma N'B$, il est retenu au titulaire au titre de la participation au dépassement P, la moitié de la valeur de l'excès réalisé selon la formule suivante :

$$\mathbf{P = 1/2 (NC - N'B) \times k}$$

k étant le prix moyen de la fourniture d'énergie pour la période de chauffage.

Le titulaire émettra un avoir : Avoir = 1/2 (NC - N'B) x k

- Si la quantité d'énergie ΣNC est inférieure de plus de 15% à la quantité théorique $\Sigma N'B$, la valeur de l'économie supplémentaire au-delà de ces 15% revient entièrement au Centre Hospitalier Jean Bouveri.
- Si la quantité d'énergie ΣNC est supérieure de plus de 15% à la quantité théorique $\Sigma N'B$, la valeur de l'excès supplémentaire au-delà de ces 15% est entièrement à la charge du titulaire.

Remarque : le taux de TVA applicable pour les factures ou avoirs d'intéressement est identique à celui du P2 (marché P.F.I.).

- **Précisions concernant le prix k**

Le prix k correspond au prix moyen (en € HT / MWh) pour la fourniture d'énergie RI, issu des factures émises par l'exploitant du réseau de chaleur considéré pour la période considérée.

10.7 - Consommations indicatives

A titre indicatif, les consommations du site pour l'année 2023 sont de :

	2023
NC : Consommation de chaleurs RCU (pour l'ensemble du site) (kWh)	5 740 000
DJU18	2 050
M : Estimation de consommations d'ECS (m³)	3 828
Estimation des consommations d'ECS (kWh)	$3\,828 \times 110 = 421\,080$
Estimation des consommations de chauffage (kWh)	$5\,740\,000 - 421\,080 = 5\,318\,920$
k : Prix moyen de la fourniture d'énergie	51,25 €HT/MWh

Exemple de calcul de la cible NB pour l'année 2023 (qui sera à appliquer après la première année du contrat) pour un engagement pris à 20% dans cet exemple :

En application de la formule suivante : $NB = (NC_{AI} - q_{ECS} \times M_{AI}) \times (1 - \%Engagement) \times DJU_{réf} / DJU_{AI}$; on obtient :

$NB = (5\,740\,000 - 110 \times 3\,828) \times (1 - 20\%) \times 2\,470 / 2\,050 = 5\,126\,920 \text{ kWh}$

Pour cet exemple, l'engagement pour la clause d'intéressement serait de 5 126 920 kWh pour 20% d'économies de chauffage et 2 470 DJU.

10.8 - Règlement des prestations de petit entretien - prestations P2

10.8.1 - Forme et contenu du prix P2

Les montants des prestations P2 (chauffage et ECS) sont donnés dans l'Acte d'Engagement.

Le descriptif des prestations P2 est donné en annexe 2 au CCTP.

10.8.2 - Révision de la redevance P2 en cas de modification de la surface chauffée

Dans le cas où certains bâtiments seraient partiellement inoccupés et non chauffés, la redevance P2 (chauffage et ECS) sera revue selon les modalités suivantes :

$$P'2 = P2 \times (0,50 + 0,50 S'0/S0)$$

Avec :

P'2 : Redevance P2 facturable pendant toute la durée d'inoccupation partielle des locaux

P2 : Redevance de base fixée au présent contrat

S : Surface habitable fixée au présent contrat pour l'ensemble des bâtiments du site concerné

S' : Surface habitable des seuls bâtiments chauffés du même site concerné par l'inoccupation partielle des locaux

10.9 - Règlement des prestations de garantie totale - prestations P3

10.9.1 - Recettes P3

Pour chaque exercice annuel, les fournitures et prestations de gros entretien sont réglées à prix global annuel et forfaitaire P3 dont le montant est indiqué dans l'annexe à l'Acte d'Engagement.

10.9.2 - Dépenses P3

A la fin de chaque période, le titulaire adressera le décompte des dépenses effectuées au titre du gros entretien. La mise en règlement de la redevance P3 au 1^{er} juin ne sera effectuée qu'après réception de ce décompte.

10.9.3 - Bilan annuel P3

Le titulaire fournira annuellement le bilan des recettes et des dépenses de gros entretien (accompagné des justificatifs nécessaires).

10.9.4 - Clause d'apurement du compte P3 en fin de marché

En fin de marché, si la totalité des sommes versées est supérieure aux sommes dépensées, le titulaire reversera la totalité du solde au Centre Hospitalier Jean Bouveri.

En fin de marché, si la totalité des sommes versées est inférieure aux sommes dépensées, le titulaire prendra en charge l'ensemble des dépenses supplémentaires.

10.10 - Variation des prix

10.10.1 - Révision du prix P2 : prestations de conduite et d'entretien

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG-Travaux, les prix sont révisables une fois par an, au 1^{er} juin de chaque année, par application de la formule :

$$P2 = P2_0 \times (0,15 + 0,70 \times ICHT-IME / ICHT-IME_0 + 0,15 \times FSDI / FSDI_0)$$

Dans laquelle :

P2 : nouveau prix de règlement des prestations.

P2₀ : prix initial à la date d'établissement du marché défini dans l'annexe à l'Acte d'Engagement du présent marché

ICHT-IME : dernier indice connu du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques (base 100 décembre 2008), publié au Moniteur du BTP, effet CICE compris

ICHT-IME₀ : indice initial de référence du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques

FSDI : dernier indice connu des Frais et Services Divers – modèle de référence n° I publié au Moniteur du BTP.

FSDI₀ : indice initial de référence des Frais et Services Divers – modèle de référence n° I.

10.10.2 - Révision du prix P3 : garantie totale des matériels

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG-Travaux, les prix sont révisables une fois par an, au 1^{er} juin de chaque année, par application de la formule :

$$P3 = P3_0 \times (0,15 + 0,85 \times BT40 / BT40_0)$$

Dans laquelle :

P3 : nouveau prix de règlement des prestations

P3₀ : prix initial à la date d'établissement du marché

BT40 : dernier indice connu de l'indice BT chauffage central (hors chauffage électrique) publié au Moniteur du BTP

BT40₀ : indice initial de référence BT « chauffage central (sauf chauffage électrique) »

Les coûts de main d'œuvre applicables lors de la réalisation des prestations de garantie totale P3, et définis dans l'annexe I à l'Acte d'Engagement, seront actualisés annuellement, au 1^{er} juin de chaque année, par application de la formule :

$$CMO = CMO_0 \times (0,15 + 0,85 \times BOU / BOU_0)$$

Dans laquelle :

CMO : coût horaire de Main d'œuvre

CMO₀ : coût horaire de base de la Main d'œuvre

BOU : indice relatif aux salaires élémentaires régionaux du BTP – région Bourgogne, publié au Moniteur du Bâtiment et des travaux Publics

BOU₀ : indice de base relatif aux salaires élémentaires région Bourgogne

I I - Facturation et paiements

La facturation sera globale. Les factures devront rappeler les références du marché, indiquer la période d'exécution des prestations et mentionner les éléments de calcul et de révision de prix.

I I.1 - Règlement de l'intéressement aux consommations d'énergie

La détermination de l'incidence financière de la formule d'intéressement sera calculée au 1^{er} juin de chaque année, selon l'article 10 du présent C.C.A.P. Elle se traduira par une facture ou un avoir.

Si des travaux importants interviennent dans le courant de l'été ou si les NB sont modifiés, l'intéressement pourra être calculé au prorata du fonctionnement, en fonction de l'accord intervenu entre le Centre Hospitalier Jean Bouveri et le titulaire.

Les factures seront présentées au Centre Hospitalier Jean Bouveri au plus tard le 1^{er} août de chaque année, à partir de la 2^{ème} année ; elles prendront en compte les résultats de la période écoulée, établis à partir des consommations et des prix moyens.

I I.2 - Redevance P2

Les prestations de surveillance, conduite, petit entretien (P2) seront facturées trimestriellement, aux dates suivantes :

31 août (1^{er} acompte)

30 novembre (2^{ème} acompte)

28 février (3^{ème} acompte)

31 mai (facturation définitive)

Les acomptes seront révisés en valeur un an après le début du contrat et de manière annuelle par la suite, soit le 1^{er} juin de chaque année, seront constants pour toute l'année de contrat et correspondront au quart des montants totaux révisés en en appliquant les formules de révision des prix décrites à l'article 10.

La première révision de prix aura lieu le 1^{er} juin 2026.

I I.3 - Redevance P3

Les modalités de règlement de la redevance P3 sont identiques à celles de la redevance P2.

I I.4 - Conditions de paiement

Les sommes dues aux titulaires seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le délai global de paiement peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues au titulaire, le Centre Hospitalier Jean Bouveri règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires courant à compter de la date de la demande de paiement partiel définitif présentée par le titulaire.

I 1.5 - Présentation des acomptes et des factures

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'adhérent du groupement de commandes peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale, le numéro de Siret et l'adresse du titulaire (créancier)
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le nom et l'adresse du pouvoir adjudicateur (débitteur)
- Le numéro du marché et de chaque avenant
- La date de la demande de paiement partiel définitif
- La date de l'intervention
- La période de facturation (le cas échéant)
- L'intitulé des prestations exécutées (le cas échéant)
- L'intitulé de l'équipement dépanné (le cas échéant)
- Le nombre d'heure d'intervention et le tarif horaire de la main d'œuvre (le cas échéant)
- L'intitulé et les quantités des fournitures remplacées (le cas échéant)
- Le prix hors TVA des prestations exécutées
- Le prix des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux de remise (le cas échéant)
- Le montant hors TVA des prestations exécutées
- Le montant hors TVA des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux et le montant de la TVA
- Le taux et le montant des taxes parafiscales
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- En cas de groupement, pour chaque cotraitant, le montant des prestations exécutées par cotraitant
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (le cas échéant)

En cas de groupement solidaire, le règlement des sommes dues au titre du marché est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement de commandes.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

SIRET : 267 100 790 00018

Code service : ECOAC

NOTA : Les références bancaires ou postales répertoriées sur l'Acte d'Engagement doivent être exactes, cela afin de ne pas occasionner de retard de paiement.

Le titulaire s'engage à indiquer les mêmes références et intitulés sur les bordereaux de prix et sa facture pendant toute la durée du marché.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date, le délai réglementaire de paiement ne commençant à courir qu'à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur d'une facture conforme.

I2 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

Centre Hospitalier Jean Bouveri
BP 189
71307 MONTCEAU-LES-MINES

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.1 du CCAG-Travaux (dérogation au délai).

L'acheteur est informé dans un délai de 5 jours calendaires de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans les plus brefs délais à compter de la date d'envoi de cette information.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants des prestations dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

La description des travaux à réaliser figure au CCTP.

13 - Développement durable

Il sera fait application de l'article 20.2 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra privilégier l'utilisation d'équipements et de matériaux à faible consommation en énergie.

Le mémoire technique produit par le candidat à l'appui de son offre a valeur contractuelle. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des mesures environnementales y figurant. Le respect des engagements pris par lui dans ce cadre fera l'objet de contrôles au cours du suivi de chantier. A ce titre, il produit sur simple demande du maître d'ouvrage l'ensemble des justificatifs permettant d'attester du respect de ses engagements.

En cas de non-respect de ses obligations, le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité mentionnée au présent CCAP.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur ou le maître d'ouvrage, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités

Lorsque des manquements seront constatés dans les conditions décrites ci-dessus, les pénalités seront appliquées par le Centre Hospitalier Jean Bouveri de plein droit, sans mise en demeure préalable. Le Centre Hospitalier Jean Bouveri en avisera le titulaire par courrier recommandé. Celles-ci seront précomptées à date de la prochaine facture P2.

Les pénalités seront précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution du marché lors de l'établissement des états d'acompte, et sont sans préjudice à l'exercice par l'adhérent du groupement de commandes de tout autre droit, y compris son droit à résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

Le paiement des factures ne vaut cependant pas acceptation du décompte des pénalités établies par le titulaire : l'adhérent du groupement de commandes conserve la possibilité de procéder à leur recouvrement à tout moment, par l'émission d'un titre de recette.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire fait son affaire avec ses cotraitants de toute question relative à la répartition éventuelle des pénalités entre eux. Le titulaire du marché en fait de même avec ses sous-traitants.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités appliquées annuellement est plafonné à 50% du montant annuel P2 (en € HT) total du marché. La participation au dépassement des niveaux de consommation de chauffage supportée par le titulaire n'est pas considérée comme une pénalité.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 - Autres pénalités spécifiques

Les pénalités s'appliquent, à la demande du Centre Hospitalier Jean Bouveri, sur le site sur lequel les défauts sont constatés en dehors de retard, interruption, insuffisance ou excès du fait du Centre Hospitalier Jean Bouveri et en dehors des cas de force majeure ou prévus (périodes d'entretien des installations). Les pénalités s'appliquent également les week-ends et jours fériés.

Si le Centre Hospitalier Jean Bouveri, ou le pouvoir adjudicateur, demande alors l'application des pénalités décrites ci-dessous et que le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

- Interruption du chauffage ou de l'ECS pendant une durée supérieure à 48h : Pénalité égale à 300 € par jour
- Non-fourniture de moyens de substitution de chaleur aux usagers en cas d'interruption du chauffage pendant une durée supérieure à 24h : Pénalité égale à 300 € par jour
- Température de chauffage > ou < 2°C par rapport à la température contractuelle constatée simultanément dans plus de 5% des locaux, avec un minimum de 3 locaux du même bâtiment : Pénalité égale à 100 € par constat
- Température contractuelle de départ d'ECS > 5°C et < 0°C par rapport à la température contractuelle pendant 24 h dans plus de 5% des locaux par sous-station : Pénalité égale à 100 € par constat
- Retard dans l'intervention après appel pour dépannage : Pénalité égale à 50 € par heure au-delà du délai contractuel fixé dans le CCTP
- Retard ou défaut dans l'exécution de la maintenance : Pénalité égale à 100 € par constat
- Absence aux réunions ou aux obligations d'accompagnement (contrôles réglementaires, visite de chaufferies, organismes extérieurs, etc.) : Pénalité égale à 200 € par absence
- Retard dans la transmission des plans d'exécution et des notes de calcul dans le cadre des prestations de réalisation : Pénalité égale à 50 € par jour de retard
- Retard dans la réalisation des travaux « P3 préventif » rendant impossible le rallumage du chauffage : Dans le cas où une chaufferie ou sous-station pour laquelle des travaux P3 de rénovation ont été engagés au cours de l'été de l'année N et ne sont pas finalisés au 15 septembre N, et dès lors que l'accord de travaux a été donné avant le 1^{er} mai N, le titulaire s'expose à l'application de la pénalité suivante : Pénalité égale à 100 € par jour de retard
- Transmission de données : Tout constat de transmission de données fausse ou incomplète (date, heure, lieu, etc.) fera l'objet de l'application d'une pénalité de : Pénalité égale à 100 € par constat
- Non fourniture des documents contractuels dans les délais impartis (article 13 du CCTP ; non-tenu à jour du livret de chaufferie ; transmission de facture non conforme ou hors délai) : Pénalité égale à 100 € par jour et par document
- Manquement aux engagements du mémoire technique remis par le titulaire : Pénalité de 150 € par manquement
- Non-respect des obligations relatives aux clauses environnementales : Pénalité de 150 € par constat

I8 - Résiliation du contrat

I8.1 - Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53 du CCAG-Travaux et aux articles L. L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de sous-traitance irrégulière, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur en application des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 du Code de la commande publique.

Le titulaire s'engage à remédier aux désordres constatés dans un délai de 30 jours calendaires à dater de la mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec AR du maître d'ouvrage. Passé ce délai, les travaux seront exécutés aux frais et risques du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

I8.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Conformément à l'article L. 2141-12 du Code de la commande publique, le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de la survenance d'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

I9 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

Les dérogations au CCAG-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après au CCAP sont apportées aux articles suivants :

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Travaux
- L'article 10.10.1 du CCAP déroge à l'article 9.4 CCAG - Travaux
- L'article 10.10.2 du CCAP déroge à l'article 9.4 du CCAG - Travaux
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux